

## Représentativité dans les TPE : pourquoi salariés et patrons n'en veulent pas

Si les organisations syndicales s'insurgent du report de la discussion autour du dialogue social, les salariés n'affichent pas la même impatience à négocier.

par **Jean-Guilhem DARRÉ**, le 02/12/2009 | Commentaires : 0

Intermédiaires inutiles, insuffisamment représentatifs, perte de temps... Les qualificatifs ne manquent pas aux salariés des TPE pour apprécier l'éventuelle implication des centrales de syndicats dans leur entreprise. En effet, selon une étude Opinion Way pour Fiducial\*, 80% des salariés ne ressentent pas le besoin d'avoir un intermédiaire pour négocier avec leur employeur.

Coté patronat, on reste aussi très sceptique sur l'apport des syndicats patronaux, considérés comme représentatifs à seulement 31%.

Il est regrettable que l'étude ne recueille pas l'opinion des chefs d'entreprises sur la question, pourtant essentielle, du mode financement.

Le SDI rappelle que des taxes de financement du dialogue social sont d'ores et déjà prélevées de longue date dans certaines branches professionnelles : bâtiment depuis 1996, fleuristes depuis 2000...

Quel usage a été réalisé de ces fonds ? En quoi ont-ils apporté une plus-value au dialogue social dans ces branches ? Aucun bilan n'est dressé à ce jour.

Le SDI est ainsi intervenu auprès de l'ensemble des parlementaires pour solliciter la création d'une commission d'enquête, chargée d'un audit sur l'utilisation des fonds et d'un bilan objectif sur les résultats obtenus. Dans l'urgence, le SDI demande un moratoire sur cette question.

Il serait pour le moins inéquitable que les TPE, premières créatrices d'emplois, soient taxées sur leur masse salariale, pour financer la réalisation d'un travail que les syndicats sont d'ores et déjà censés exécuter.

\* Sondage réalisé auprès d'un échantillon représentatif de 1007 dirigeants de TPE de 1 à 10 salariés et de 1276 salariés de TPE.

